



Document de
travail

Convention Attributive de Subvention

Dispositif Territorial d'Allocations Doctorales de Recherche 2017-2022

ENTRE

La Collectivité de Corse, (...)

ci-après désignée « La CDC »

ET

L'Université, l'Ecole, l'Organisme de recherche, (...)

ci-après désignée « l'organisme bénéficiaire »
agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du laboratoire (...),

ET

**La structure d'accueil territoriale (si différente de la CDC et ses directions),
(...)**

ci-après désignée « la structure d'accueil territoriale »
agissant en son nom (...),

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le budget de la Collectivité Territoriale de Corse,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU la loi du 22 janvier 2002 qui confère à la Collectivité territoriale de Corse des prérogatives uniques en matière de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, et notamment son article 5 qui précise que « *La Collectivité territoriale de Corse peut, par délibération de l'Assemblée, organiser ses propres actions complémentaires d'enseignement supérieur et de recherche, sans préjudice des compétences de l'État en matière d'homologation des titres et diplômes. Elle passe, à cette fin, des conventions avec des établissements d'enseignement supérieur ou des organismes de recherche.* »

VU le décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche,

VU la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République qui prévoit l'élaboration et l'adoption d'une part d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), d'autre part d'un schéma régional de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation (SRESRI) conformément à la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et ainsi de fixer les orientations régionales pour les prochaines années en organisant la complémentarité des actions,

VU l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat »,

Vu l'arrêté du 29 août 2016 fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel »,

VU le Schéma de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SESRI 2017/2022) adopté par l'Assemblée de Corse par délibération n° 17/333 AC du 26 octobre 2017,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1, Objet de la convention :

La « CDC » prend acte de la compétence de l'Organisme bénéficiaire.

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties ci-dessus désignées.

L'Organisme bénéficiaire s'engage à gérer la subvention de la CDC pour permettre la réalisation du Projet intitulé « ».

Article 2, Montant de la subvention :

Compte-tenu de l'intérêt que présente ce projet et sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles, il est attribué à l'Université, l'Ecole, l'Organisme de recherche « » un crédit total de fonctionnement.

Le Projet objet du présent financement est présenté en annexe 1 de la présente convention et en constitue partie intégrante.

Le montant de la subvention versée par la CDC s'élève à un total de (....)€.
Le détail du budget figure en annexe 2 à la présente convention.

Le montant de la subvention n'est généralement pas révisable à la hausse, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel de l'opération. Cependant, certaines situations particulières pourront justifier une éventuelle réévaluation. L'université, l'école ou l'organisme de recherche devra notifier et justifier l'intérêt de cette dernière à la Collectivité de Corse.

Article 3, Date d'effet, durée et renouvellement de la convention :

Nonobstant la date de sa signature par les Parties, la présente Convention prend effet à la date du (...) et prendra fin au plus tard (...).

Il est précisé que cette Convention est conclue pour permettre notamment la mise en place du contrat de travail de Madame Monsieur (...) pour une durée de 36 mois.

A ce titre, il est convenu entre les Parties que cet alignement de la durée de la convention à la durée du contrat de travail ne saurait engendrer pour les parties aucune autre obligation que celles prévues par cette convention.

Article 4, Structure d'accueil territoriale :

Nom de la structure d'accueil :

Représentée par :

En qualité de :

Adresse :

Téléphone :

Email /courriel :

Nature de l'activité de la structure d'accueil :

La structure d'accueil peut confier au doctorant, avec l'accord de l'université, l'école ou l'organisme de recherche des tâches spécifiques, à savoir :

(...)

Dans le cadre de son travail de thèse, le jeune chercheur, restant payé par son employeur, peut être amené à travailler dans les locaux de la « structure d'accueil ». Le doctorant doit alors se conformer au règlement intérieur de « la structure d'accueil » et aux instructions techniques concernant les matériels. L'université, l'école ou l'organisme de recherche continue toutefois d'assumer à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.). La « structure d'accueil ».fournit toute indication utile à l'employeur.

Article 5, Modalités financières :

5.1 Engagement de la CDC :

En contrepartie des engagements pris par le bénéficiaire dans le cadre de cette convention pour la mise en place du contrat de travail de Madame Monsieur (...), la CDC s'engage à verser à l'organisme bénéficiaire, une contribution financière correspondant au montant global maximum du contrat de travail suscité, non-assujettie à la TVA et à la taxe sur salaire, ci- après désignée par la « contribution financière de la CDC », incluant toutes les dépenses et charges de personnel engagées par elle pour la mise en place des contrats. Cette contribution permettra à l'organisme gestionnaire de verser notamment les salaires bruts, les charges patronales y afférentes (sécurité sociale, maladie vieillesse...), la provision pour perte d'emploi, la taxe sur les salaires, ainsi que les dépenses telles que détaillées dans l'annexe financière (annexe 2) jointe à la présente convention.

5.2 Engagement de l'organisme bénéficiaire :

L'organisme bénéficiaire s'engage à utiliser la contribution financière de la CDC uniquement aux fins de mise en place du contrat de travail de Madame Monsieur (...).

L'organisme bénéficiaire s'engage à mettre en place pour Madame Monsieur, ci-après le « Jeune Chercheur », par le présent accord, un contrat de travail à durée déterminée selon les modalités précitées.

L'organisme bénéficiaire se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de sa spécialité.

L'organisme bénéficiaire s'engage à tenir informée la CDC de tout événement pouvant modifier l'objet du projet ou affecter sa réalisation, ainsi que tout événement pouvant concerner le contrat de travail mis en place.

L'organisme bénéficiaire s'engage à veiller à ce qu'en fin de financement, le jeune chercheur transmette à la CDC un rapport scientifique final sur le projet qu'il aura réalisé, dans un délai de 3 (trois) mois à compter de la fin de l'étude.

Par ailleurs, l'organisme bénéficiaire s'engage à ce que le Chercheur concerné transmette à la CDC des rapports scientifiques intermédiaires aux échéances suivantes :

(...)

(...)

L'Organisme bénéficiaire s'engage à remettre à la CDC les documents suivants :

- Dans le mois suivant la date de fin du contrat de travail, la transmission d'un état des dépenses, ce document conditionne le versement par la CDC de la dernière échéance;

- Dans les 2 mois suivant la date de fin du financement, la remise d'un bilan financier signé par l'Agent comptable.

5.3 Frais de gestion :

Les frais de gestion au titre de la présente convention correspondent à XX% des dépenses éligibles.

5.4 Restitution :

A l'échéance de cette convention ou/et dans les hypothèses de la résiliation de la convention, et/ou du retrait du jeune chercheur du projet, l'article 8.3 de cette convention s'appliquera de plein droit.

5.5 Audit :

L'organisme bénéficiaire s'engage à fournir à la CDC, à tout moment, sur simple demande de celle-ci, tous les justificatifs sur les éléments comptables relatifs aux dépenses et charges de personnel attachées au contrat faisant l'objet de la convention ainsi qu'à permettre et faciliter la vérification éventuelle sur pièces et sur place de l'exactitude de ces renseignements.

5.6 Versement :

A compter de la date de signature des présentes le versement de la contribution financière de la CDC sera effectué selon l'échéancier suivant :

(XXX)

(XXX)

Le dernier versement sera conditionné à la remise en fin de financement d'un état des dépenses (cf. article 5.2).

Les versements seront effectués par virements bancaires sur le compte suivant :

- Code Banque :
- Code Guichet :
- Numéro de Compte :
- Clé RIB :
- Domiciliation :

Article 6, Obligation de l'organisme bénéficiaire :

6.1 Contrat de travail à durée déterminée :

En contrepartie des engagements pris dans le cadre de cette convention par la CDC, l'organisme bénéficiaire s'engage à recruter en contrat de travail à durée déterminée Madame, Monsieur pour mener au sein du laboratoire le projet faisant l'objet de cette convention.

Le Jeune Chercheur sera placé sous l'entière responsabilité de l'organisme bénéficiaire qui veillera au bon déroulement et à la bonne exécution du projet.

L'organisme bénéficiaire est seul responsable des obligations et charges au titre d'employeur. A ce titre, il est convenu entre les parties que la CDC décline toutes responsabilités d'employeur pour le Jeune Chercheur recruté pour les fins de la réalisation du Projet.

L'organisme bénéficiaire s'engage à informer la CDC de toute situation susceptible d'affecter le déroulement normal de la présente convention et par conséquent, du projet.

6.2 Comptes rendus :

En fin de contrat, le Jeune Chercheur doit remettre aux deux parties un compte rendu présentant l'avancement des travaux et les résultats obtenus ou espérés.

Article 7, Secret et publications :

7.1 Chaque partie s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques ou techniques appartenant à l'autre partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public. Cet engagement restera en vigueur pendant cinq (5) ans à compter de la date de signature de la convention, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de cette dernière.

7.2 Il est d'ores et déjà convenu entre les Parties que toutes publications et communications relatives à ces projets devront mentionner le nom du Jeune Chercheur qui mène ce projet au sein de l'organisme bénéficiaire ainsi que le concours apporté par chacune des parties. A cette fin, l'organisme bénéficiaire s'engage à faire figurer le nom de la CDC dans les remerciements qui suivent généralement le texte des publications.

7.3 Les stipulations du présent article ne pourront faire obstacle :

- Ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au projet de produire un rapport d'activité à la tutelle dont elle relève, cette communication ne constituant pas une divulgation au sens de la loi sur la propriété intellectuelle,
- Ni à la soutenance de mémoire de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du présent contrat. Cette soutenance étant organisée chaque fois que nécessaire de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certains résultats.

Article 8, Propriété intellectuelle – Industrielle :

La CDC reconnaît qu'elle ne bénéficiera d'aucun droit de propriété (matérielle et/ou intellectuelle) sur les résultats obtenus en tout ou en partie en utilisant le financement objet de la présente convention et renonce à toute prétention et tout droit sur les résultats issus dudit Projet, notamment tout savoir-faire, logiciel ou brevet.

Article 9, Résiliation et restitution des sommes :

9.1 Résiliation :

La Convention sera résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne deviendra effective que 30 jours ouvrés après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, telle que définie à l'Article 10 de la convention ou n'ait proposé une solution de remplacement la plus proche possible de l'objectif recherché.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

9.2 Cessation d'Intuitu Personae :

La présente convention est conclue « intuitu personae » en considération de la personnalité du Jeune Chercheur qui mène le projet au sein de l'université, école ou organisme de recherche. En cas de retrait du Jeune Chercheur du projet, l'organisme bénéficiaire en informera la CDC et l'Article 9.3 de la Convention s'appliquera de plein droit.

9.3 Restitution des sommes

A l'échéance de cette convention et/ou dans les hypothèses de résiliation de la convention ou/et du retrait du Jeune Chercheur du projet, les sommes versées par la CDC à l'organisme bénéficiaire et engagées par cette dernière pour la réalisation du projet, et ce conformément aux justificatifs de dépenses faisant foi, lui resteront acquises.

Dans ces mêmes hypothèses, il est d'ores et déjà convenu entre les parties que le reliquat des sommes versées à l'organisme bénéficiaire mais non engagées pour la réalisation du projet sera restitué à la CDC.

Article 10, Force majeure :

Aucune des parties ne sera responsable, à quelque moment que ce soit, d'un retard ou d'une interruption dans l'exécution de ses obligations, si ce retard ou cette interruption est dû à un cas de force majeure.

Par "cas de force majeure", on entend tout événement que les parties ne pouvaient pas raisonnablement prévoir et contrôler au moment de la signature des présentes en raison de son caractère inévitable, imprévisible et irrésistible et notamment tout arrêté, règlement, décision ou directive, arrêt ou jugement émanant de toute autorité, promulgué sous forme de loi ou autrement, tout événement d'ordre naturel (inondation, tornade, attentat, ...) ou social (émeutes, insurrection, troubles civils, grève), ou toute autre circonstance indépendante de la volonté des parties ou de la partie affectée par l'événement de force majeure ou toute autre cause inévitable et/ou indépendante de la volonté de l'une ou l'autre des parties.

Article 11, Notifications :

Toutes les notifications faites en application de la présente convention devront obligatoirement être adressées à la partie destinataire par lettre recommandée avec accusé de réception, à son adresse figurant ci-dessous :

Pour la Collectivité de Corse :

CULLETTIVITÀ DI CORSICA / COLLECTIVITÉ DE CORSE

Palazzu di a Cullettività di Corsica

22, corsu Grandval

BP 215

20187 Aiacciu cedex 1

Pour l'Université, l'école ou l'organisme de recherche :

(...),

(...),

(...).

Tout courrier recommandé avec accusé de réception sera réputé parvenu à son destinataire à la date de signature de l'accusé de réception par son destinataire.

Article 12, le Comité de suivi et de pilotage :

Afin d'assurer d'une part une gouvernance efficace sur la base des objectifs définis, et d'autre part un suivi « technico-administratif », il est constitué un comité de suivi et de pilotage.

Ce Comité de suivi et de pilotage veillera à la cohérence globale et assurera le suivi budgétaire de la mise en œuvre du projet. Il devra notamment veiller à la cohérence globale des thématiques et autres opérations engagées au regard des capacités financières, du déroulement des procédures et du respect du calendrier.

Il se réunit en tant que de besoin avec une fréquence si possible semestrielle et il est « présidé » par le Président de l'Université, de l'école ou de l'organisme de recherche concerné, ce dernier en assurant le secrétariat.

Il est constitué par :

- Madame Monsieur, « ... » le directeur de l'école doctorale de l'Université, de l'école ou de l'organisme de recherche concerné,
- Les membres du comité consultatif d'expertise, de suivi et d'évaluation.

Article 13, Règlement des litiges :

La présente convention est régie par le droit français (...). En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'inexécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux compétents seront saisis. Les règles de compétences territoriales en cas de litige sont prévues par le code de justice administrative, à savoir, sauf exceptions énoncées par le même code, le tribunal administratif de Bastia et la cour administrative d'appel de Marseille.

Article 14, Divers :

14.1 Annexes :

Les annexes ci-dessous font parties intégrantes de la présente Convention, à savoir :

Annexe 1 : le projet de recherche du Jeune Chercheur ;

Annexe 2 : Budget du projet

14.2 Invalidité :

Si un terme ou clause de la présente convention est déclaré nul ou inapplicable par un tribunal, la validité de la convention ne sera pas affectée ni altérée dans son ensemble de ce fait. Les parties s'entendront pour remplacer la clause déclarée nulle ou inapplicable par une clause licite la plus proche possible de l'objectif recherché et ce, dans un esprit commun de collaboration.

14.3 Modification – Avenant :

La présente convention ainsi que ses annexes contiennent l'intégralité de l'accord des parties et remplacent toutes conventions ou ententes ultérieures, que celles-ci aient revêtu la forme écrite ou non.

Toute révision de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les deux Parties.

14.4 Lutte antifraude :

Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de recommandations de l'Union européenne.

14.5 Conflit d'intérêt :

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif.

14.6 Fraude :

Est considéré comme une fraude, dans le respect des dépenses, tout acte intentionnel ou omission portant sur :

- L'utilisation ou la présentation de déclarations fausses, inexactes ou incomplètes, ou de documents, qui a pour effet l'appropriation illicite ou la rétention de fonds publics ;
- La non-divulgation d'informations en violation d'une obligation spécifique, avec les mêmes effets ;
- Au détournement de ces fonds à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été initialement accordés.

14.7 Corruption :

Est considérée comme corruption un comportement pénalement répréhensible par lequel une personne sollicite, agréé ou accepte un don, une offre ou une promesse, des présents ou des avantages quelconques en vue d'accomplir, de retarder ou d'omettre d'accomplir un acte entrant d'une façon directe ou indirecte dans le cadre de ses fonctions.

L'organisme bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt, irrégularité, fraude ou corruption qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'une des situations citées ci-dessus, ou susceptible de conduire à l'une de ces situations en cours d'exécution de la convention et d'en informer la CDC.

Pour l'Université, école ou Pour la Collectivité de Corse
organisme de recherche

Annexe 1 « Le projet de recherche »

Annexe 2 « Le budget prévisionnel »